



Le dimanche 2 mars 2014

## Rencontre internationale des femmes à Paris contre l'intégrisme

**Le 1 mars 2014** - Le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) a dénoncé la "misogynie" du pouvoir à Téhéran et son rôle dans "la propagation de l'intégrisme islamiste", lors d'une conférence internationale samedi à Paris. Cette manifestation, organisée une semaine avant la journée internationale des femmes, a rassemblé des personnalités du monde entier et des délégations de femmes iraniennes venues d'Europe et des Etats-Unis, en présence de Maryam Radjavi, présidente du CNRI.



Parmi les invitées figuraient Rita Süßmuth, ancienne présidente du Bundestag allemand, Michèle Alliot-Marie, ancienne ministre française ou encore la franco-colombienne Ingrid Betancourt et plusieurs élues du Parlement européen.

Mme Edit Bauer, députée européenne slovaque (Parti de la coalition hongroise affiliée au Parti populaire européen) a estimé que "la question des droits de l'homme en Iran ne peut être ignorée dans les négociations avec le régime iranien". Elle a estimé que les Etats-Unis et l'ONU devraient garantir la protection des opposants iraniens dans le camp Liberty, y compris un millier de femmes de la résistance iranienne qui combattent face au régime intégriste au pouvoir en Iran". *AFP*

## Mme Radjavi au parlement norvégien : Action immédiate pour le camp Liberty

**Le 26 février 2014**- Lors d'une rencontre avec les membres de la commission permanente des Affaires étrangères et de la Défense du Stortinget, le Parlement norvégien, et des représentants d'autres commissions, Maryam Radjavi, présidente élue du CNRI a discuté des questions liées à l'Iran.

Abordant les menaces constantes posées au camp Liberty, où se trouvent près de 3000 membres de l'OMPI l'opposition iranienne, Mme Radjavi a appelé à une action immédiate pour assurer la protection et la sécurité des habitants, qui ont le statut de personnes protégées par les conventions de Genève, cela étant indispensable pour empêcher la répétition d'une catastrophe humanitaire.



Les membres de la commission ont fait part de leurs points de vue et posé de nombreuses questions. Ils ont condamné les violations flagrantes des droits humains en Iran. Mettant en avant la nécessité de garantir la sécurité et la protection des habitants de Liberty, ils ont aussi souligné la responsabilité de la communauté internationale, la Norvège y compris, vis-à-vis de cette crise humanitaire urgente.



### **Le pillage et vol des biens d'Achraf par les forces irakiennes continuent**

**Le 27 février 2014-** Le pillage des biens des Moudjahidine du peuple à Achraf, qui a commencé dès le premier jour après le transfert du dernier groupe d'habitants le 12 septembre 2013, a pris de nouvelles dimensions ces deux dernières semaines.

D'après des informations reçues de l'Iran, des membres du comité chargé de la répression des Achrafiens au cabinet du premier ministre irakien se sont rendus à Achraf. Ils ont brisé les portes de grands entrepôts et ont volé le contenu, notamment des cartons de chaussures, de chaussettes, de serviettes de bain, de gants et d'autres affaires.

Le 23 février, les hommes du comité de répression se sont à nouveau rendus dans les entrepôts d'Achraf et ont emporté de grandes quantités de vaisselles et de biens d'intérieurs. Durant cette période, des climatiseurs neufs, au transfert desquels à Liberty le gouvernement irakien s'était opposé, ont été volés.

Rappelons que dans le plan commun de la MANUI et de l'ambassade américaine à Bagdad en date du 5 septembre, pour le transfert du dernier groupe d'Achrafiens à Liberty, il était souligné que « le gouvernement irakien autorise les habitants à vendre leurs biens et le gouvernement irakien assurera et garantira la protection de ces biens. »

Le 6 septembre, Beth Jones, sous secrétaire d'Etat américaine pour le Proche-Orient, avait écrit à Maryam Radjavi, présidente élue de la résistance iranienne : « les Nations Unies contribueront à faciliter la sauvegarde des biens à Achraf par le biais d'une entreprise de sécurité local de confiance de votre choix. L'ambassade américaine fera tout son possible pour soutenir ces efforts. »

Mais le pouvoir irakien qui s'était préparé depuis quelques mois à s'emparer des biens des Achrafiens, non seulement n'a pas protégé ces biens, mais malgré les efforts des Achrafiens et de leurs représentants, ne les a même pas autorisés à engager une compagnie de sécurité locale. Et d'autre part, il n'a pas donné aux Achrafiens de vendre ne serait-ce qu'un dollar de leurs biens ou de transférer à Liberty ce dont ils ont besoin.